

UNION EUROPEENNE FEADER	CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE	CONSEIL GENERAL DES LANDES	CONSEIL GENERAL DES PYRENEES ATLANTIQUES

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

# INVESTISSEMENTS DE TRANSFORMATION A LA FERME

## HORS FILIERE VITIVINICOLE

### DISPOSITIF 121 C 4

Cette demande d'aide une fois complétée constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs publics potentiels. Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement la notice d'information.

**Veuillez conserver un exemplaire, transmettez l'original au Conseil Régional d'Aquitaine à l'adresse suivante :**  
**Direction de l'agriculture 14, rue François de Sourdis – 33077 BORDEAUX CEDEX (tél : 05 56 56 38 09)**  
**et transmettez une copie au Conseil Général concerné :**

**Direction de l'Agriculture et de l'Espace Rural – 23, rue Victor Hugo – 40025 MONT DE MARSAN CEDEX**  
**Direction du Développement-Pôle agriculture- Hôtel du Département, 64 avenue Jean Biray– 64058 PAU Cedex 9**

**Cadre réservé à l'administration**

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_ Date de réception : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

### IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : \_\_\_\_\_ N° PACAGE: \_\_\_\_\_  
*attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises*

Code APE / NAF : \_\_\_\_\_  
*attribué par l'INSEE en fonction de l'activité principale*

### POUR LES PERSONNES MORALES

VOTRE STATUT JURIDIQUE : \_\_\_\_\_  
*GAEC, EARL, SCEA, fondation, établissement d'enseignement et de recherche agricoles, association loi 1901,...*  
 Application le cas échéant de la Transparence GAEC : Nombre d'exploitations regroupées \_\_\_\_\_

Nombre d'associés agriculteurs à titre principal (ATP): \_\_\_\_\_ Pourcentage de parts sociales détenues par des ATP : \_\_\_\_\_%

Nombre d'exploitants installés depuis moins de 5 ans (avec ou sans DJA) \_\_\_\_\_

Date d'installation (date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation) \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

VOTRE RAISON SOCIALE : \_\_\_\_\_

NOM Prénom du représentant légal : \_\_\_\_\_

NOM Prénom du Responsable du projet (si différent) : \_\_\_\_\_

### POUR LES PERSONNES PHYSIQUES

VOTRE CIVILITE (le cas échéant):  Madame  Mademoiselle  Monsieur

VOTRE NOM (demandeur, ou mandataire dans le cas des indivisions) : \_\_\_\_\_

Votre Prénom : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_\_

Etes-vous :  agriculteur à titre principal (ATP) ou  agriculteur à titre secondaire (ATS)

nouvel installé depuis moins de 5 ans (avec ou sans DJA)

Si nouvel installé, date d'installation (date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation) \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

### COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

☎ : \_\_\_\_\_ Téléphone portable professionnel : \_\_\_\_\_

N° de télécopie : \_\_\_\_\_ Mél : \_\_\_\_\_



**Conditions de revenus :**

Revenu fiscal de référence (ligne 25) du foyer fiscal de chaque associé exploitant à titre principal :  
(année de référence et montant)

---

---

---

---

---

**Aides perçues pour des investissements productifs au cours des 5 dernières années:**

oui  non

(Région, Département, France Agri Mer, Europe)

Si oui années, montants et financeurs :

---

---

---

---

---

**CARACTERISTIQUES DU PROJET**

**a) localisation du projet :**  identique à la localisation du siège

Sinon, préciser l'adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : |\_|\_|\_| |\_|\_|\_| |\_|

**b) déroulement du projet:**

Date prévisionnelle de début de projet : \_\_/\_\_/20\_\_ (jour ,mois , année) - date prévisionnelle de réalisation de projet : \_\_/\_\_/ 20\_\_ (jour ,mois , année)

**c) dépôt concomitant d'un projet AREA :**

Avez-vous déposé récemment ou envisagez-vous de déposer prochainement un dossier :

AREA-PMBE ?  oui  non

AREA-PPE ?  oui  non

AREA-PVE ?  oui  non

**d) présentation résumée du projet :** (présentation synthétique de l'opération et objectifs)

---

---

---

---

---

**e) produits fabriqués sur l'exploitation (nature et volumes) :** \_\_\_\_\_

---

---

---

**f) matières premières utilisées (nature et volumes) :** \_\_\_\_\_

---

---

---

**g) les matières premières transformées et stockées sont issues de la production sur votre exploitation ?**

oui  non

Si non : autres sources d'approvisionnement : \_\_\_\_\_

**h) cas de la fabrication d'aliments à la ferme pour la filière bio uniquement:**

-fabrication à partir de matières premières exclusivement produites sur l'exploitation :  oui  non

si non, indiquer quelles matières premières sont produites hors de l'exploitation : \_\_\_\_\_

-fabrication d'aliments à la ferme exclusivement pour l'autoconsommation :  oui  non

**h) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation**

	Valeur de l'année avant projet (€)	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière) (€)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE) *		
Nombre d' UTH		

*Si vous n'avez pas de comptabilité : solde d'exploitation : recettes – dépenses*

**i) autres critères d'appréciation du projet suivant la nature de l'activité concernée :**

**Toutes Activités :**

♦ Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui  non Temps de travail gagné estimé (en heures/jour) : \_\_\_\_\_

♦ Avez vous souscrit des mesures agro-environnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ou envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) mises en place pour la période 2007-2013?

oui  non Si oui précisez l'année et le type de mesure : \_\_\_\_\_

♦ Votre exploitation est-elle qualifiée au titre de l'agriculture raisonnée ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

♦ Votre exploitation est-elle qualifiée au titre de l'agriculture biologique ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

♦ La production et les produits concernés par le projet sont-ils sous Signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) tels que label rouge, AOP, IGP, STG, AB ou sous certification de conformité ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

♦ Votre exploitation procède-t-elle à la valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

**Si votre projet concerne une activité élevage :**

♦ Des innovations technologiques sont-elles introduites par votre projet sur l'exploitation ?

. utilisation de bio-matériaux :

oui  non Si oui, précisez : \_\_\_\_\_

. système de traitement alternatif des effluents :

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

. amélioration de l'efficacité énergétique du bâtiment et/ou utilisation d'énergie renouvelable :

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

♦ Votre projet modifie-t-il votre système d'élevage en vue d'améliorer les conditions sanitaires et le bien-être des animaux (au-delà des normes réglementaires) ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

♦ Votre projet d'investissement s'intègre-t-il dans une démarche qualité ?

. votre exploitation est qualifiée au titre d'une charte de bonnes pratiques d'élevage ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

. Votre projet répond-il à une charte paysagère et/ou avez-vous recueilli un conseil en architecture (CAUE, autres structures)?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

**Si votre projet concerne une activité cultures végétales :**

♦ Votre projet d'investissement induit-il une modification de votre système d'exploitation ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

## LISTE DES INVESTISSEMENTS

qui s'intègrent dans le projet global de transformation à la ferme

Si le nombre de lignes du tableau ci-dessous ne suffit pas, vous pouvez joindre également tout document plus détaillé de votre projet.

Libellé des investissements projetés par type	Montant total (HT)	Nom des entreprises (correspondant aux devis)
Investissements destinés au <b>stockage</b> (des <b>matières premières</b> et/ou des <b>produits finis</b> ) et au <b>conditionnement</b> (éligibles si liés à une activité de transformation sur l'exploitation)		
Investissements destinés à la <b>transformation des produits</b>		
Investissements destinés à la <b>commercialisation</b> des produits (éligibles si le montant de ces dépenses est inférieur à 50 % du coût du projet global).		
<b>Prestation de conception et/ou de maîtrise d'œuvre, diagnostics éventuels</b> (dépenses immatérielles éligibles dans la limite de 10% des investissements matériels)		
<b>Total</b>		

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités <input type="checkbox"/> FEADER <input type="checkbox"/> Région Aquitaine <input type="checkbox"/> Département	Montant en €
Montant des aides attendues au titre de la mesure 121 C 4	_____
Montant des aides attendues hors 121 C4	_____
Sous-total financeurs publics	_____
Emprunt <sup>(1)</sup>	_____
Autre	_____
Sous-total financeurs privés	_____
Auto - financement	_____
TOTAL général = coût global du projet	_____

(1) Si oui, les prêts vous ont-ils été déjà accordés à ce jour par l'établissement bancaire :  oui     non

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

( veuillez cochez )

**Je demande ( nous demandons ) à bénéficier de l'aide à la transformation à la ferme**

**Je déclare ( nous déclarons ) et atteste ( attestons ) sur l'honneur :**

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- être à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales (y compris redevance émise par l'Agence de l'eau),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (haies, ou travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et moins de 60 ans),
- respecter les normes minimales attachées à mon projet,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,

**Je m'engage ( nous nous engageons ), sous réserve de l'attribution de l'aide:**

- ♦ à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- ♦ à informer la Région Aquitaine de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- ♦ à me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ♦ à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- ♦ à apposer sur mon (notre) bâtiment une plaque explicative, qui comprend : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque. Cette plaque devra être maintenue pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de la décision juridique,
- ♦ à poursuivre l'activité de l'exploitation et rester propriétaire des investissements acquis pendant une durée de 5 ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention,
- ♦ à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- ♦ à respecter les normes minimales dans les domaines de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide,
- ♦ à respecter, au moment du paiement du solde de l'aide, le référentiel AREA et à faire certifier mon (notre) exploitation.

**Je suis informé(e) ( nous sommes informés )** que je ( nous ) devrai ( devons ) fournir, à la demande de versement du solde de la subvention, une attestation de respect du référentiel AREA, cosignée par le référent d'une structure agréée.

**Je suis informé(e) ( nous sommes informés )** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e) ( nous sommes informés )** que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièces jointes	Sans objet	
Formulaire original de la demande complété et signé*	tous	<input type="checkbox"/>		
Devis estimatifs détaillés des investissements (classés par type d'investissement)		<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (original) *		<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA indiquant si l'exploitant est « Agriculteur à titre principal, secondaire ou cotisant solidaire » et le cas échéant attestant la présence d'un conjoint collaborateur et indiquant la date d'installation des associés exploitants installés depuis moins de 5 ans.		<input type="checkbox"/>		
Attestation du porteur de projet confirmant qu'il est à jour de ses cotisations sociales et fiscale		<input type="checkbox"/>		
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de l'exploitant, cosignée par un référent AREA d'une structure agréée, précisant la situation de l'exploitation vis-à-vis du référentiel AREA et s'engageant à le respecter au moment de la demande du solde de l'aide (voir liste des structures référentes agréées dans la notice de la mesure 121 C4) *		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie du dernier avis d'imposition du foyer fiscal de chaque associé à titre principal		<input type="checkbox"/>		
K-Bis		si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'engagement à une charte reconnue et intégrée dans un réseau officiellement reconnu par le Comité régional (exemple : Destination Vignobles, adhérent AMAP, Bienvenue à la Ferme, Vacances Paysannes, Clévacances, Gîtes de France, Route de la Noix, Accueil Paysan, Idoki, Marchés producteurs de pays, Route du Fromage Ossau Iraty)	si le projet comprend des investissements relatifs à la commercialisation et que le demandeur est < 3 ménages agricoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Licence d'engagement au mode de production biologique ou notification délivrée par l'Agence Bio	si l'exploitation est dans une démarche AB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Récépissé de déclaration à la préfecture	pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délibération de l'organe compétant approuvant le projet et le plan de financement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**(\*) Pièces à envoyer au Conseil général des Pyrénées-Atlantiques si votre dossier concerne une filière animale de ce département**

**Attention : dans le cadre de l'instruction de votre dossier, il peut vous être demandé des pièces complémentaires, notamment des pièces comptables ou encore des accords bancaires.**

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du représentant légal :  
(de tous les associés pour les GAEC)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires potentiels des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP, le Conseil Régional d'Aquitaine et le Conseil Général. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDTM du département du siège de votre exploitation.